

09.10.2013 – 17:08 Uhr

Un oui incertain à la libre circulation des personnes

Bern (ots) -

Le Comité de Travail.Suisse, l'organisation faîtière indépendante des travailleurs et travailleuses, s'est penché de façon approfondie aujourd'hui sur l'extension de la libre circulation des personnes à la Croatie. La discussion a montré clairement que l'approbation à un marché du travail ouvert est devenue fragile. Les fédérations de Travail.Suisse ne peuvent pas garantir, au vu des circonstances actuelles, que leurs instances dirigeantes pourront approuver la poursuite de la libre circulation des personnes.

Actuellement court la consultation du Conseil fédéral sur l'extension de la libre circulation des personnes à la Croatie. Ce projet a été discuté de façon intensive par le Comité de Travail.Suisse.

Les membres du Comité ont fait remarquer qu'avec ce projet, il n'en va pas seulement de la Croatie. Ce sont bien plus les effets de la libre circulation des personnes et l'efficacité insuffisante des mesures d'accompagnement actuelles qui sont déterminantes pour la formation de l'opinion des fédérations. A cet égard, la question de l'évolution des salaires, du dumping salarial et des effets de substitution sur le marché du travail, ont déclenché parmi les membres et lors de réunions de plus en plus fréquemment de grandes craintes au cours des derniers temps. Pour une partie des fédérations, il ressort clairement que, sous les conditions actuelles et sans des mesures de protection améliorées, un non serait certain en cas de votation référendaire.

Cette position de plus en plus critique, voire même de rejet auprès des membres individuels, sections et fédérations vis-à-vis de la libre circulation des personnes, préoccupe fortement le Comité de Travail.Suisse. C'est pourquoi il demande aux associations d'employeurs et aux partis bourgeois de prendre au sérieux leur responsabilité et de tendre la main à des mesures politiques qui permettent de protéger efficacement les salaires et les travailleurs et travailleuses.

Initiative pour un salaire minimum : oui faute d'alternative

Ce matin, le Comité a aussi débattu de sa position concernant l'initiative pour un salaire minimum. Jusqu'ici Travail.Suisse s'est fortement engagé pour des salaires minima selon les branches et les régions. C'est pourquoi Travail.Suisse regrette que la Commission de l'économie et des redevances du Conseil national, lors de sa séance d'hier, n'a pas fait le moindre pas dans cette direction, au contraire. C'est pourquoi Travail.Suisse soutient l'initiative pour un salaire minimum.

Contact:

Pour d'autres informations :

Martin Flügel, président, 079 743 90 05

Gabriel Fischer, responsable du dossier politique économique, 076 412 30 53

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100020454/100745157> abgerufen werden.